

Mercredi 17 février 2016

## Politique du land de Berlin : course entre non-pouvoir et non-vouloir

**Peut-être devrait-on garder à l'esprit qu'en 2015, avec la soi-disant « vague » après l'arrivée au pouvoir des socialistes, 79 034 réfugiés sont arrivés à Berlin. 54 325 d'entre eux sont restés en ville. Cela représente 2 ou plus exactement 1,5 pour cent de la population totale de Berlin. Pour une majorité encore à peu près intacte, un chiffre trop important à gérer.**

**Mais à Berlin, on n'organise pas les choses à moitié. L'effondrement a été total. Et à chaque pas qui y conduisait, l'observateur se demandait étonné, sauf pour le BER et l'Opéra : ne peuvent-ils pas ou ne veulent-ils pas ?**

Non, il n'y a pas de « crise des réfugiés » dans cette ville. Ce qui est exposé là, c'est une crise politique. Une crise qui a été provoquée par la politique elle-même.

« Épargner jusqu'à ce que ça couine » était la devise d'un acteur politique jouant au maire gouvernant. C'était il y a exactement quinze ans. Ce qui suivit furent des suppressions d'emplois à grande échelle et un arrêt de nouvelles installations que dut résoudre le gouvernement qui suivit. En attendant, ça ne couine plus.

Ça gueule.

Ça gueule partout et dans tous les coins. Ce que nous vivons en ce moment est le résultat d'une politique complètement pourrie basée sur « l'économie » et qui dure depuis quinze ans. Portée par tous les partis représentés au gouvernement du land pendant cette période.

### **L'administration responsable de dépenses contraignantes**

Le mantra de « l'économie » fut formulé sur la toile de fond d'un déficit budgétaire d'environ 60 milliards d'euros d'une administration qui était officiellement « surdimensionnée », et malgré un bon équipement en personnel, ne travaillait réellement déjà plus à l'époque de façon efficiente. Car l'administration agit dans des structures qui pourraient avoir été considérées dans les années 1990 comme modernes, et elle persiste en cela – seulement désormais dégarnie et vieillotte – aujourd'hui encore.

La mise en œuvre de la coupe sombre fut réservée à un homme dont la simplicité intellectuelle et le reniement de la réalité furent admirés plus tard dans différentes publications et lors de débats télévisés : Thilo Sarrazin. A l'époque, il était le sénateur financier de la coalition rouge-rouge.

Muni d'un tel chef du budget, le gouvernement du land, composé du SPD et du parti de gauche, annonçait en 2006 sa volonté de descendre les 150 000 lieux restés dans l'administration de Berlin à seulement 100 000. 80 000 devaient rester dans l'administration du land, 20 000 allaient dans les arrondissements. Justifications professionnelles et matérielles pour ces chiffres : aucune. C'étaient des chiffres purement « politiques ». L'administration n'était plus regardée comme l'instrument nécessaire au fonctionnement de la ville, mais comme un pensionnaire ennuyeux.

L'objectif n'était donc pas une restructuration et une nouvelle structuration de l'administration, ni l'adaptation aux nécessités du 21<sup>ème</sup> siècle, ni les profits de la synergie qu'une telle transformation apporterait avec elle-même – mais une réduction plate, maladroite.

Le SPD suivait aveuglément son comique troupié dans le fauteuil de sénateur – et le parti de gauche trotta à ses côtés. Quand plus tard le parti au pouvoir à long terme changea de partenaire, la CDU se laissa aussi imposer le cours de « l'économie ».

Comme, à partir de ce moment, il n'y eut plus de nouvelle embauche significative, la partie restante de l'administration du land et des arrondissements grisonnait à vue d'œil – et si à Pankow l'âge moyen des administrateurs de l'arrondissement était supérieur à 50 ans, ce n'était pas une exception, mais la normalité. Avec toutes les conséquences, telles la réduction des performances et l'augmentation des arrêts maladie – qui faisaient s'éroder encore plus l'appareil.

En attendant, l'équipement fait plutôt penser à un musée de la technique, qu'à une administration d'une grande ville du 21<sup>ème</sup> siècle. Il est certain que chaque directeur du musée à peu près saint d'esprit prendrait soin de ses réserves historiques beaucoup plus précautionneusement que les politiques de Berlin de leur inventaire d'administratif. Car ici pratiquement rien n'a été investi depuis bien des années.

### **Vendu, tout ce qui pouvait l'être**

Pour cela le débarras de l'argenterie était en pleine marche. La société de construction de logements GSW qui appartenait au land (réserve à cette époque-là : 65. 000 logements) fut bradée en 2005 pour 400 millions de malheureux euros à deux investisseurs financiers américains (in vulgo : des prédateurs) – et en plus la revente du siège social situé Rudi-Dutschke-Straße réinjectait encore 60 millions dans les caisses des nouveaux propriétaires. Les sociétés de distribution de l'eau furent (en partie) privatisées – avec une garantie de bénéfices assurée par contrat pour l'associé privé, à la charge du land de Berlin. En outre, par l'intermédiaire du soi-disant « fonds d'actif immobilier » des terrains furent fourgués, comme si le sol était reproductible à volonté.

Le niveau de la dette de Berlin n'avait pas réellement diminué malgré ce harakiri. Ce qui était désigné jusqu'alors comme « consolidation » du budget berlinois est en grande partie redevable au recours à l'emprunt quasi exempt d'intérêts depuis longtemps, et de l'accroissement des impôts en raison de l'immigration. Le reste lamentable qui, par les licenciements et les restrictions d'investissement, gisait réellement dans la caisse du budget, fut plus que bouffé par le renouvellement depuis longtemps exigible de l'infrastructure dégradée. Car pour chaque propriétaire d'auto, de bicyclette ou de maison, c'est une lapalissade : il revient moins cher de maintenir quelque chose en état que de le remettre en état une fois qu'il est en ruine

Épargner, coûte que coûte – l'important est que ça avait couiné.

### **L'engagement citoyen a évité un effondrement prématuré**

Pour tout un chacun, les suites sont visibles, perceptibles et tangibles. Dans les mairies, dans les centres d'inscription aux garderies, dans les services sociaux et ceux du logement, pour les immatriculations de voitures, l'obtention d'un numéro d'identification fiscale, dans les écoles, les rues, les parkings, ... Chaque berlinois peut citer ses propres exemples.

Il a seulement suffi d'un petit souffle d'air frais comme l'afflux des réfugiés dès le début de l'été pour faire s'écrouler complètement les derniers restes du village « potemkinien » nommé « administration berlinoise ».

Que l'érosion n'ait pas été perçue si distinctement plus tôt, il faut en remercier les seuls citoyens et citoyennes de cette ville.

Pièce par pièce ils prirent en charge toutes les tâches, pour lesquelles en principe les administrations de cette ville sont compétentes : les soins des espaces verts se clochardisant, la maintenance de KITAS et écoles ... – et puis la prise en compte de l'assaut des réfugiés. La première réaction de l'administration, dont elle était encore capable, consista à envoyer les services vétérinaires sur place, et à interdire la dépense – des repas distribués. ...

### **(Pré-) bataille électorale sur le dos des réfugiés et des aidants**

Il se peut que le sénateur en charge des affaires sociales, Mario Czaja, soit dépassé par la tâche.

Mais dans un État qui fonctionne, quand on s'aperçoit que la situation est hors contrôle, on crée au plus tôt une commission sous la direction du chef du gouvernement qui focalise toutes les compétences en décision pour non seulement réagir, avec des parcours administratifs réduits, de façon pragmatique et sans gaspillage d'énergie, mais aussi pour pouvoir agir.

Ce n'est pas comme ça à Berlin.

Le maire en place, Michael Müller – depuis longtemps chef de la fraction SPD et donc un des hauts responsables de la situation de la ville – n'a, malgré l'effondrement du gouvernement, pas trouvé nécessaire de créer une commission d'urgence pendant son mandat.

Au lieu de cela, il a généreusement confié la résolution de la crise à un sénateur mal aimé, partenaire dans la coalition. Il regarda le malheureux s'enfermer et sortit de temps en temps des remarques suffisantes et à l'occasion des mots très rudes à cause des résultats défectueux. Le soldat Müller du parti SPD sait comment on mène des (pré-) campagnes électorales – et même si c'est sur le dos des réfugiés et des milliers d'aidants volontaires actifs jusqu'à l'abnégation.

### **Confusion de compétences**

Au lieu de raffermir des voies décisionnelles, une confusion de compétences fut créée qui amena le contraire de pourparlers efficaces.

C'est ainsi par exemple que le chef du Lageso (département de la santé publique), Franz Allert, n'a pas été remplacé immédiatement, comme le justifiaient les nombreuses irrégularités dans son administration, au lieu de cela les compétences de son administration ont été découpées.

En septembre 2015, ça a continué dans cette direction : à côté du secrétaire d'État Dirk Gerstle fut nommé un deuxième secrétaire – le président de la police (!) retraité Dieter Glietsch. Et pendant que ce recalage est subordonné directement au maire régnant, Dirk Gerstle dépend du sénateur des affaires sociales Mario Czaja.

Celui qui aurait attendu qu'un ancien chef de la police prenne des mesures conséquentes après prospection des biens immobiliers inutilisés ou détournés de leur destination, était dans l'erreur totale. Au lieu d'utiliser les nombreux espaces vacants disponibles (exemples : l'ancien ministère de l'intérieur, l'ancienne maison de retraite à Buch, la maison des statistiques sur l'Alexanderplatz) pour loger à court terme les réfugiés, l'ancien président de la police préfère des salles des sports et les hangars du vieil aéroport de Tempelhof.

Que de telles installations soient indignes d'un homme, engendrent la violence et produisent l'effet inverse d'une intégration, tout cela ne joue évidemment aucun rôle.

De même les hébergements d'urgence (de la compétence du secrétaire d'État Dieter Glietsch) sont surchargés parce que dans les foyers d'hébergement collectif (de la compétence du secrétaire d'État Dirk Gerstle) de plus en plus de gens, avec à un titre de séjour ou une autorisation de séjour, ont le droit depuis longtemps à un logement, mais n'en obtiennent aucun (compétences : arrondissements ? administration du sénat pour la santé et le social ? pour le développement de ville ? pour l'intérieur ?), cela ne semble pas encore s'être répandu jusqu'aux responsables compétents.

### **L'essentiel cher et médiocre**

Jusqu'à présent, environ 6 300 appartements de vacances ont été enregistrés, on en a découvert environ 1 200 en violation possible de l'interdiction de désaffectation d'un logement et 2 800 dévoilés par la population seraient considérés en violation possible de l'interdiction de désaffectation d'un logement. D'après des estimations du sénat, il y aurait à Berlin 10 000 logements supplémentaires illégalement utilisés.

Si seulement une partie de ces logements était réquisitionnée et donc retrouvait l'affectation primitive et était louée à des réfugiés, l'embouteillage serait dissous. Les concernés auraient non seulement un logement humain, mais l'hébergement serait aussi décentralisé et encouragerait l'intégration.

Les droits de propriété des propriétaires de biens immobiliers seraient seulement limités convenablement et à minima et ils ne connaîtraient pas de dommage économique puis qu'ils recevaient le loyer usuel local.

En outre, cela déchargerait le budget du land, car l'exploitation d'hébergements d'urgence est beaucoup plus chère qu'une location de logement.

Mais nous sommes à Berlin.

Donc la désaffectation est non seulement tolérée, mais elle est même rémunérée encore princièrement – quand l'administration du sénat pour la santé et le social paie l'hébergement (d'urgence) des réfugiés 50 euros par jour/lit.

Le coût pour trente « villages-containers » de chacun 500 places, que le sénat veut installer (et qui devront être démolis trois ans après) ainsi que pour 60 emplacements d'hébergement en conception modulaire (autorisation d'utilisation de 50 ans), dont deux à Buch et un à Karow, devrait atteindre des milliards et entraîner une ghettoïsation plus radicale des réfugiés.

Et parce que pourtant l'argent semble abonder, maintenant le sénat s'est mis en marche pour louer, justement pour 600 malheureux millions, 10 000 places d'hôtel – 560 euros par lit et par nuit. Combien de lits superposés entrent dans de telles pièces ?

### **La course se poursuit**

Cependant, tout n'est pas mauvais.

Comme le sénat se sentait largué par les tâches qu'il avait effectuées jusqu'à présent, la politique du land sortit plusieurs projets d'arrondissements tels celui du terrain à bâtir au nord de la Gleimstrasse (le Mauerpark), celui des terrains de Buckow ou celui d'Elisabethaue, comme de soi-disant projets « d'importance politique pour la ville ». Et qu'ainsi aussi les initiatives citoyennes déjà prêtes devenaient obsolètes, était voulu et représenté – sous la lumière des projecteurs – aussi un soulagement pour les citoyens concernés : Finalement, ils ont déjà suffisamment à faire, comme volontaires, avec la rénovation des écoles, l'entretien des espaces verts, la coordination et l'organisation de l'approvisionnement des réfugiés ; là on ne va pas encore les déranger avec une possible participation démocratique pour des choses de toutes sortes pour lesquelles ils n'ont, euh ... aucune idée.

L'hébergement directement imputable et intenable des réfugiés paraît être un point de vue positif pour le sénat – l'échec peut même être immédiatement utilisé pour éradiquer la participation civile codifiée dans le droit relatif à la construction.

Et ça donne ceci : en premier sont construites sur un terrain contestable – comme par exemple l'Elisabethaue ou les terrains de Buckow – par procédure accélérée exceptionnelle, des colonies de réfugié modulaires. Plus tard on peut élargir : la construction sans grand besoin d'un plan B, et à volonté le droit de regard des citoyens. Car d'après le paragraphe 34 du code de la construction, les constructions doivent être conformes au projet pour être autorisées.

L'hébergement d'urgence justifié convient parfaitement aux politiques du land pour passer outre à l'accord de Tempelhof\* qui avait été voté par référendum populaire – notamment pour expliquer aux citoyens que les référendums populaires ne sont qu'un gaspillage d'énergie.

Autrement dit : plus vaste est l'échec politique – plus le besoin d'agir des hommes politiques est autoritaire.

Autre chose encore ?

Oui.

Il y a environ trois semaines, un nouveau logiciel a été installé dans les mairies qui, à un moment quelconque, doit élargir les offres on-line des services administratifs – une fois que les problèmes légaux seront éclaircis et résolus.

Il a cependant eu un effet dès la mise en service : il travaille près de vingt pour cent plus lentement que le programme précédant – et donc moins de citoyens peuvent être servis.

La course entre non-pouvoir et non-vouloir n'a toujours pas désigné son vainqueur. Cependant une chose est sûre : l'un des deux gagnera.

\*Le référendum concernant les terrains de Tempelhof fut mené à Berlin le 25 mai 2014

L'initiative citoyenne *100% Tempelhofer Feld* s'engageait pour le maintien en état des 380 hectares de terrain autour de l'aéroport de Tempelhof dans le but d'en conserver l'équilibre naturel, la particularité et la beauté des paysages, leur rôle récréationnel, leur signification historique, ainsi que comme lieu de souvenir des victimes du national-socialisme. L'objectif de l'initiative citoyenne était de conserver durablement les terrains de Tempelhof comme espace libre intra-urbain, d'entretenir ses qualités spécifiques et ses fonctions durablement, de les perfectionner et de les protéger des interventions qui les modifieraient ou les mettraient en danger.

Référence de l'article traduit :

Berliner Landespolitik: Wettlauf zwischen Nichtkönnen und Nichtwollen